

Ma vie de Délégué auprès de l'OIE

Mokhtar Fall
Délégué pour la Mauritanie
Vice-Président
Commission Régionale pour l'Afrique
OIE
Nouakchott, Mauritanie

Jeune cadre promu, à la fin des années 90, second de la structure chargée de mener la politique de développement des ressources agro-pastorales (direction regroupant l'agriculture et l'élevage), je me sentais dès le départ animé de l'idée de restaurer l'image du sous-secteur de l'élevage qui était perdue dans mon pays, à l'instar de tant d'autres pays africains, suite à la fameuse restructuration des départements de l'agriculture. Je sentais, et à juste titre certainement, que ce sous secteur était relégué au second plan au profit de l'agriculture dans un pays comme le mien qui avait une vocation pastorale. Ceci, au fil des temps, et constaté à nos jours, se concrétisait par le fait que malgré les efforts entrepris, l'Etat affichait de moins en moins une volonté politique pour soutenir le développement de l'Elevage : régression d'année en année des investissements alloués au secteur, dégradation des services (ressources humaines et matérielles, compétences, etc...), absence de stratégie et plans d'actions dans plusieurs domaines et surtout de la santé animale, etc....

Cette situation pour moi je l'amputais certes à mon Etat mais surtout aux instances internationales et aux partenaires de coopération dans le cadre des orientations imposées pour bénéficier de leurs financements. Cette idée était devenue en moi une obsession qui a été exacerbée avec ma nomination en tant que Délégué auprès de l'OIE. Je considérais que ma présence dans ses fora internationaux, tel que l'OIE, était l'occasion, souvent malheureusement avec fougue de jeunesse et d'inexpérience, d'exprimer cette indignation dans l'optique de faire changer les choses.

Mes 15 années de délégué auprès de l'OIE, m'ont permis de faire un constat : au début j'étais inexpérimenté et mal outillé, mais au fil des années, je peux dire en toute humilité et toute reconnaissance et sans être le "griot" de l'OIE, que j'ai beaucoup appris dans la méthode et l'organisation, dans la conception, l'orientation et la mise en œuvre de politique et stratégie de santé animale, mais surtout le fait est que j'ai constaté une expression progressive de la volonté politique, et également une reconnaissance des Partenaires de Coopération, à l'endroit de ce secteur. D'autre part Il faut surtout noté que les compétences et la représentativité de notre continent ont été rehaussées.

Je disais tantôt : inexpérimenté et mal outillé. J'étais nommé délégué, comme beaucoup de mes collègues et je peux le dire aujourd'hui sans complexe, sans bien connaître les objectifs, rôle et fonctionnement de l'organisation, et pire je ne connaissais même pas mes prérogatives de délégué. Au début, c'était le plaisir de la fonction, de venir découvrir Paris... On venait seul sans experts (alors que d'autres pays venaient avec de fortes délégations), ne maîtrisant pas souvent tous les thèmes ce qui se traduisait par peu d'interventions, dispersées et non coordonnées. Ces interventions étaient, comme les miennes au début, parfois même complètement hors sujet et irritantes. Au niveau des résolutions l'impact pour l'Afrique était moindre eu égard à notre manque de cohésion pour défendre soit l'intérêt national ou continental. Au niveau du pays et de nos Autorités, on ne mesurait pas l'importance de cette organisation, on a souvent été interpellés pour répondre à la question : qu'est-ce que c'est l'OIE, qu'apporte-t'il au pays, en faisant référence aux financements de certaines autres organisations comme l'OMS, UNICEF, etc.

Peu de considération était donnée au délégué, la preuve c'est son statut au niveau national et la faiblesse de participation des délégués africains pour faute de prise en charge de son déplacement (frais souvent supportés par des projets et programmes) ou d'arriérés de cotisation, je vous laisse deviner le préjudice apporté au vote des résolutions et à la participation d'experts africains dans les principales instances et commissions de l'organisation...

Les aspects de normalisation, de sécurité sanitaire, de code sanitaire, etc.. concernaient, parfois plusieurs départements ministériels et on était confronté à des problèmes de coordination, de collecte d'informations sanitaires, voire même d'information, d'application et de suivi des résolutions.

Sur le plan régional et sous régional on ne sentait non plus l'impact de l'organisation, et on ne comptait pas sur le continent des structures assurant le relais, les résolutions étaient mises au tiroir une fois repartis de Paris. A ce niveau, on était surtout doués pour la conduite de grands projets de lutte contre les maladies (Peste Bovine) et souvent mal coordonnées, et ce même au niveau de notre seule organisation digne de ce nom qu'était en cette période l'OUA-IBAR. On se contentait souvent au niveau régional à l'organisation de séminaires et de rencontres qui restaient sans suite par manque de suivi et évaluation.

Les problèmes de normalisation ne nous préoccupés pas tellement, certes parce qu'on n'avait pas les compétences et surtout le fait que l'Afrique ne participait pas au niveau des instances d'élaboration des normes. On ne bénéficiait essentiellement que de sessions de formation ou d'information sur les décisions prises, sessions financées à l'aide de fonds de tiroirs. Là aussi vous devinez le préjudice porté à l'Afrique au niveau des échanges commerciaux et l'accès aux marchés.

La prévention et la lutte contre les maladies transmissibles entre les animaux et l'homme étaient surtout du ressort de nos services de santé humaine par l'entremise de l'OMS et il existait peu de coordination et d'actions conjointes avec les services vétérinaires ; je me permettrais même de dire qu'on était souvent écartés ou au pire mis au banc d'accusation...

Avaient-ils raison car il faut reconnaître que nos systèmes d'alerte et de réaction précoces étaient inefficaces voire inexistantes ?

Enfin, sans que cela soit le dernier constat, nos institutions de formation et de recherche étaient peu outillées et réduits aux aspects fondamentaux : programmes de formation peu adaptés ou ne répondant pas aux réalités et contexte du continent, peu d'importance accordée à la recherche de développement, absence d'institutions de référence...

J'ai beaucoup appris, les compétences et la représentativité des pays membres, et surtout de l'Afrique, ont été améliorées : dans ce contexte et pour ne pas être long car cela m'a été également souvent reproché mais rassurez vous j'ai fait des progrès, je vais me contenter de citer, entre autres, des avancées notoires, surtout au niveau du continent, avec l'appui de l'OIE en collaboration avec l'UA-IBAR redynamisé, et les CERs et autres organisations régionales et sous régionales.

Auparavant, vous me permettrez de remercier ici à notre nom à tous le travail formidable réalisé par le Directeur Général non seulement pour le rayonnement de notre organisation mais surtout pour ce qu'il a fait pour l'Afrique, bien sûr ces mêmes remerciements vont également aux responsables de nos organisations régionales et sous régionales qui y ont contribué. Ces avancées, à mon humble avis, sont :

1. établissement de la représentation régionale et des représentations sous régionales et contribution aux activités des CRSA ;
2. plaidoyer et lobbying menés auprès des Etats et Organisations régionales et sous régionales pour rehausser le statut de délégué ;
3. prise en charge de la formation des délégués et des réunions de la Commission Afrique ;
4. la nomination de points focaux qui épaulent le délégué dans l'exécution de sa tâche ;
5. organisations de séminaires de formation de cadres et de réflexion de sur des stratégies et politiques au niveau régional et sous régional ;
6. travail réalisé dans le domaine de la normalisation, qui a aboutit entre autres, à la notion de zonage et de compartimentation, et à la reconnaissance de statut de pays indemnes de maladies (avènement de statut de pays indemne de peste bovine en Afrique) ;
7. conventions établies avec les autres organisations mondiales (OMS, FAO, AIEA, OMC, etc.) et la mise en œuvre du plan stratégique qui ont contribué à la reconnaissance du rôle prépondérant de l'OIE dans la santé publique, les échanges commerciaux, le bien-être animal, la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté ;
8. mise en place d'outils performants et révolutionnaires à l'instar du PVS, et sa mise en œuvre dans les pays membres a contribué à la mobilisation des Etats, bailleurs de fonds et partenaires de coopération autour des services vétérinaires ;
9. mise en place de base de données d'informations sanitaires ;
10. l'instauration des laboratoires de références et des centres collaborateurs ;
11. réflexion sur la formation au niveau des institutions concernées pour une meilleure adaptation aux besoins ;
12. renforcement de la gouvernance sanitaire des systèmes nationaux et des services vétérinaires (la prochaine conférence sur la législation vétérinaire en est un exemple)
13. depuis l'avènement de la grippe aviaire, le rôle joué par notre organisation pour la reconnaissance des services vétérinaires comme Bien Public International et la nécessité du renforcement de ces services ;
14. l'importance accordée aux pays en voie de développement dans toutes les stratégies et politiques de l'organisation et le rehaussement du niveau de leur participation au sein des instances internationales de décision et au niveau des conférences internationales ;
15. la redynamisation constatée au niveau des représentations régionales et des CERs à travers la tenue de sessions de formation et de réflexion de politiques et stratégies spécifiques au contexte de nos pays et régions ;
16. et tout dernièrement, sous les auspices de l'UA-IBAR et avec le concours de l'OIE, la tenue de réunions de coordination de notre participation au niveau des instances internationales, la prise et la défense de la position commune africaine.

Autant de réalisations qui ont contribué à faciliter la mission du délégué.

Voilà en résumé, peut-être que j'ai oublié certains points que certains collègues se feront l'amabilité de compléter, les principales étapes vécues dans ma vie de délégué pour vous donner un aperçu de l'importance de la formation des délégués afin d'assumer pleinement votre rôle.

Cette formation, dont une partie de ma génération n'a pas profité ou plutôt en a profité d'une autre manière à travers des erreurs accumulées et l'assistance et les conseils de nos anciens auxquels je rends un vibrant hommage au passage, vous permettra :

- d'abord de mieux connaître vos prérogatives et de revendiquer votre statut au niveau national,
- ensuite de mieux appréhender la problématique au niveau national en coordonnant avec les structures et départements concernés à travers vos points focaux,
- de mieux exprimer et défendre vos besoins en termes de stratégies et politiques tant sur le plan national, sous-régional et régional,
- et enfin surtout de renforcer la position commune sur des aspects intéressant le continent au niveau des instances internationales. Elle contribuera également, et je le souhaite de tout cœur, à pousser nos gouvernants à une plus grande stabilité dans vos postes.

Je ne saurais terminer sans vous dire aussi que cette formation vous permettra également de mieux connaître votre organisation et de la soutenir davantage, elle et ceux qui la conduisent pour nous, pour son rayonnement au niveau international.

Mes remerciements aux organisateurs pour m'avoir permis d'intervenir dans cette session de formation et pour la parfaite organisation et l'importance des thèmes développés.

Mes vifs remerciements au Directeur Général pour tous les efforts fournis tout en lui assurant, pour ma part et dès à présent, du soutien de la Mauritanie à sa future réélection.

Sans pour autant vous influencer Chers collègues, je me permets quand même de vous demander de vous joindre à moi pour soutenir la candidature du Dr Bernard VALLAT, ne serait-ce qu'en guise de reconnaissance pour sa considération et sa recherche d'équité à l'endroit des pays en voie de développement et des pays africains en particulier.